

UNE SOCIÉTÉ EN CLAIR OBSCUR: LE COMPAGNONNAGE FRANÇAIS

ANNIE GUEDEZ

La vie quotidienne, les rêves, la "culture du pauvre", la mort, émergent avec peine dans le champ des préoccupations sociologiques: il y a dans toute discipline des zones d'ombre et de silence comme si l'abord de certains sujets menaçait l'édifice du savoir déjà constitué. Ainsi en est-il du compagnonnage — forme originale d'association ouvrière, surgie dans l'Occident médiéval — pour la sociologie du travail: dépossédé par les syndicats du monopole du combat ouvrier, en formidable régression numérique depuis le XIX^{ème}. siècle, le compagnonnage est relégué à l'état de survivance, sinon proprement enterré. Pourtant, en dépit de luttes sans merci avec les pouvoirs publics, de périodes d'effondrement et de déchirements internes, un système d'organisation professionnelle en apparence exclusivement lié aux modes du travail pré-industriel (donc destiné à disparaître avec eux) a pu entrer dans le XX^{ème}. siècle, y trouver de nouvelles formes d'action et s'y faire institutionnellement reconnaître. Mais il est sur que la seule présence des groupements compagnonniques dans la société française contemporaine pose problème pour un système de connaissance nécessairement ordonné en fonction de la problématique marxiste des rapports de production: elle oblige à admettre l'existence pour une fraction de la classe ouvrière d'une idéologie non-prolétarienne, qui ne puise pas dans la lutte des classes l'élément premier de sa définition. Explicable à partir du type d'entreprises où le compagnonnage se maintient (ateliers artisanaux, petites et moyennes entreprises) une telle idéologie n'en est pas moins un obstacle pour qui pose une conscience ouvrière unifiée (ou en

voie d'unification) et sa permanence dans une société temporellement et structurellement fort éloignée de l'Occident médiéval où elle a pris naissance constitue un véritable défi pour l'analyse sociologique.

1 — *La naissance des rebelles*

Officiellement, le compagnonnage comme toute autre forme d'organisation professionnelle, n'a droit de cité en France qu'à partir du 25 mai 1864 (reconnaissance de la liberté de coalition) c'est-à-dire curieusement au moment de son déclin. Jusque là, son histoire est celle d'une société clandestine, d'autant moins connue qu'un rigoureux secret juré par chaque compagnon au moment de son affiliation la dérobe aux regards des profanes. Si l'on excepte quelques gravures dont l'authentification et l'interprétation requièrent la vigilance, on ne dispose guère de documents permettant d'affirmer sans aucun risque d'erreur l'existence d'un compagnonnage avant le XVI^e siècle, et les procès dont les compagnons furent alors l'objet. Mais comme le notait Van Gennep, "le silence des anciens documents écrits ne prouve pas d'une manière absolue que telle ou telle croyance ou coutume n'ait pas existé antérieurement à leur émergence historique" (1). Il semble bien que ce soit aussi le point de vue de la plupart des historiens du compagnonnage: les "devoirs" — terme sous lequel les groupes compagnonniques se désignent eux mêmes à l'aube de leur histoire — procèdent sûrement d'associations de métiers dont la première forme fut la confrérie médiévale.

Ce que souligne Lucien Febvre à propos du siècle de Rabelais est vrai déjà du Moyen-âge: qu'on le voulut ou non, qu'on s'en rendit compte ou non, on se trouvait plongé dès sa naissance dans un bain de christianisme dont on ne s'évadait même pas à la mort" (2). Le monde du travail médiéval n'échappe pas à la règle: comme la société tout entière, il est immergé dans une atmosphère profondément religieuse. Aussi n'est-il point étonnant que le berceau du compagnonnage ait été un groupement né à l'ombre des églises et des monastères. Aux XI^e et XII^e siècles, les confréries vont réunir maîtres et apprentis d'un même métier sous la protection d'un saint patron: le culte de Sainte Anne chez les menuisiers, celui de Saint Joseph chez les charpentiers, de Sainte Catherine chez les charrons, de Saint Martin chez les tanneurs sont, parmi bien d'autres, l'occasion d'une fête où chaque corps d'état, soudé dans la même dévotion, oublie ses différences hiérarchiques et se donne à lui-même le spectacle de sa cohésion. Sans doute le profane (le banquet par exemple) se mêle-t-il étroitement au religieux (la messe); sans doute arrive-t-il parfois que le religieux

(1) Cité par M. Belmont: *Mythes et croyances dans l'ancienne France*.

(2) Lucien Febvre: *Le siècle de l'incroyance* — Albin Michel, 1968.

serve à des fins exclusivement profanes: on salt par exemple par une ordonnance de 1358 que des tisserands célébrèrent une messe avec d'autant plus de ferveur et de solennité que la cérémonie retardait en fait l'heure du travail. . . Mais le degré d'engagement des sentiments — outre qu'on serait bien en peine de le mesurer — importe moins que l'ambiance obligatoirement religieuse dans laquelle baignent les premières expériences de l'entraide ouvrière. Car la confrérie ne se soude pas seulement par le culte du saint protecteur: elle s'organise d'abord comme un réseau de solidarité, qui fait la preuve de son efficacité notamment au moment de la mort puisqu'elle assure à ses membres défunts le drap mortuaire, la veillée funèbre, la messe d'enterrement et le soutien tout à la fois matériel et affectif de la famille.

Associations volontaires à leur origine, les confréries vont peu à peu se transformer en associations imposées: intervenant pour régler le régime industriel des villes, le pouvoir légal tend en effet à répartir les travailleurs urbains en autant de groupes qu'il y a de métiers distincts à surveiller. Progressivement, le métier libre — celui qu'on peut exercer sans se soumettre à une réglementation quelconque — laisse place au métier "juré" et l'activité économique des villes est assurée par des *corporations* "jouissant du privilège de pratiquer exclusivement une profession déterminée suivant des règlements sanctionnés par l'autorité publique". Aux coutumes orales qui régissaient les rapports sociaux à l'intérieur de la confrérie se substituent dans les villes "jurées" un code de lois écrites dont on trouve l'exemple dans le *Livre des métiers de Paris* du prévôt Etienne Boileau au XIII^{ème} siècle. A l'intérieur de chaque "métier" un système hiérarchique ordonne la place des maîtres, qui possèdent les outils et la matière première, celle des apprentis, qui s'initient sous la conduite des maîtres aux arcanes de la profession, celle des "valets" (ce terme va disparaître au profit de celui de "compagnon" à mesure que croîtra leur révolte) qui ont achevé leur apprentissage et ont un travail rétribué en attendant de devenir maîtres à leur tour. Tout un ensemble de droits et de devoirs rattache les uns aux autres les membres de la corporation et les protège individuellement: des "jurés" — parfois élus par le "commun des métiers", parfois nommés par le prévôt — font observer les règlements prescrits; contrôlant la fabrication, vérifiant les contrats d'apprentissage, examinant les candidats à la maîtrise, administrant et gérant les biens du métier, ils garantissent à la fois la liberté de chacun et le bon fonctionnement de la collectivité.

Espéré par le compagnon puisqu'il est l'aboutissement logique du principe de l'association, l'accès à la maîtrise ne présente pas de grande difficulté avant le XIII^{ème} siècle: il suffit en général de justifier d'un apprentissage — car nul ne peut exercer d'activité professionnelle s'il n'a pas fait la preuve de ses aptitudes — et

d'acquitter une taxe peu élevée. Mais de Philippe le Bel à Louis XI, le régime des métiers évolue vers le pouvoir exclusif des maîtres: alors qu'on trouvait à l'origine des "valets jurés" les maîtres peu à peu confisquent le gouvernement du métier à leur seul profit et introduisent des mesures qui limitent singulièrement les possibilités d'entrer dans leur corps, au point que la maîtrise tend à rester dans les familles qui la possèdent déjà. La durée de l'apprentissage est prolongée, les taxes augmentent, il devient obligatoire d'avoir servi quatre ou cinq ans au moins en qualité de compagnon, sans plus guère l'espoir (comme c'était auparavant le cas) de sortir de sa condition en épousant la fille du patron, enfin il faut soumettre à l'appréciation des jurés un *chef d'oeuvre* généralement très coûteux à la fois en argent et en temps de travail. Autrefois auxiliaire du maître, le compagnon se trouve de la sorte réduit à la condition de simple salarié et le caractère familial du métier va s'effacer derrière un mode de relation beaucoup plus conflictuel entre l'employeur et l'employé. C'est dans le cadre de tels changements qu'il faut replacer la naissance du *compagnonnage* proprement dit: faisant l'épreuve de leurs forces à travers des grèves, des demandes d'augmentation de salaire ou la revendication de participer au gouvernement du métier, les compagnons s'organisent en sociétés dont le but est de leur fournir du travail et de les protéger de l'exploitation des maîtres. A vrai dire, il faudra attendre le XIX.ème siècle pour pouvoir parler d'une véritable organisation institutionnelle. Jusqu'alors, chaque association de compagnons dispose d'une très large autonomie. Les regroupements se font localement par métier, parfois autour de plusieurs métiers réunis sous une direction commune: ainsi en est-il des "Quatre Corps" (poëliers, fondeurs, ferblantiers, couteliers). De ville à ville pourtant, à travers toute la France, la solidarité de l'ensemble se soude à la fois professionnellement par la pratique du "Tour de France" (3), idéologiquement par la valorisation du métier manuel et de la compétence technique, moralement, enfin par des épreuves initiatiques et la fusion dans un même rite (celui de Maître Jacques, celui de Soubise ou celui de Salomon).

Nés dans la révolte, les "Devoirs" vont rester pendant plusieurs siècles illicites. Toutefois, ils sont le plus souvent tolérés, parfois même recherchés par les maîtres en dépit de conflits nombreux qui les opposent périodiquement à eux, parfois encore défendus régionalement par des représentants d'institutions qui condamnent publiquement leur action. Leurs rapports avec l'Église portent la

(3) Voyageant de ville en ville à travers la France l'"aspirant" (premier état du compagnonnage) "tourne" pour se perfectionner dans son métier. Mais le "tour de France" est aussi une période d'initiation rituelle.

marque d'une telle ambiguïté: prononcée en 1655, une sentence de la Sorbonne a mis les compagnons au ban de l'Église catholique, après les avoir accusés de "pratiques impies":

"ce prétendu devoir des compagnons consiste à trois paroles: honneur à Dieu, conserver le bien du maître et à maintenir les compagnons. Mas tout au contraire, ces compagnons déshonorent grandement Dieu, profanant tous les mystères de notre religion, ruinant leurs maîtres, vidant leurs boutiques de serviteurs quand quelqu'un de leur cabale se plaint d'avoir reçu bravade et se ruinent eux mêmes par les défauts au Devoir qu'ils se font payer les uns aux autres pour être employés à boire; outre que le compagnonnage ne leur sert de rien pour la maîtrise".

En plus de renseignements précieux — parce que les premiers — sur certaines pratiques à la fois professionnelles et rituelles des groupes compagnonniques (4) un tel document contient tous les griefs qui seront faits au compagnonnage dans l'Église et hors d'elle jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle: cela n'empêchera pas les compagnons de conserver des habitudes imprégnées du christianisme médiéval ni de trouver localement un appui chez des prêtres ou des moines pour échapper aux poursuites policières.

Une telle position de *marginalisme* plutôt que d'opposition systématique n'empêche pas les conflits ouverts avec les pouvoirs publics. Les "Devoirs" vont étendre leur champ d'action, leur influence et leur combativité à mesure de l'affaiblissement du régime corporatif. Curieusement, ils vont tendre à maintenir vivant un idéal — celui de la perfection de l'activité manuelle — auquel les maîtres ont peu à peu renoncé après l'avoir eux mêmes forgé. Du XVI^{ème} siècle au XIX^{ème} siècle, leur hostilité à l'égard des maîtres ne paraît guère connaître de répit: le paroxysme est sans doute atteint au XVIII^{ème} siècle, quand une parole blessante de la part d'un patron suffit à déclencher une grève ou faire "damner" un atelier: les vitriers de Tours demandent en 1753 à leurs camarades d'Orléans de ne pas s'embaucher chez un maître qui a traité un compagnon de "fripon". Mais c'est là un cas extrême, qui illustre moins la susceptibilité légendaire des compagnons que leur volonté d'être traités avec la même dignité que leurs employeurs: un tel acte préfigure d'autres compor-

(4) Le passage cité comporte deux allusions à deux pratiques célèbres du compagnonnage: l'"interdit de boutique" (les compagnons empêchaient un maître de recruter des ouvriers pendant un temps prescrit) et l'"amende" (toute infraction aux règles du "Devoir" est sanctionnée par des peines allant de l'amende simple à l'expulsion définitive de la société).

tements — moins spectaculaires — qu'on relève chez les compagnons d'aujourd'hui et par lesquels ils manifestent *symboliquement* en quelle estime ils demandent à être tenus en échange de la qualité de leur travail.

Le plus souvent les conflits surgissent de deux problèmes: celui du salaire et des conditions de travail, celui surtout du placement. Voulant s'assurer l'exclusivité de l'embauche, car c'est à leurs yeux la manière la plus efficace de protéger l'ouvrier de l'exploitation patronniale, les compagnons s'appliquent à mettre en place un rigoureux système de contrôle de l'emploi: l'itinérant qui cherche une place est conduit chez un maître par un "rôleur" chargé de vérifier au nom de la société compagnonnale tout entière que l'activité proposée et sa rémunération correspondent aux compétences du nouvel arrivé. Le même souci de sauvegarder les droits de l'ouvrier qualifié pousse les compagnons à vouloir limiter le nombre d'apprentis dès qu'il risque d'abaisser les niveaux des salaires. Dans un régime d'organisation artisanale du travail, les moyens de pression sur le maître ne manquent pas: partout où les sociétés compagnonnales sont représentées, le maître n'a jamais à faire à l'ouvrier seul mais au groupe entier qui le soutient et défend ses droits. S'il refuse d'accepter les exigences des compagnons, ceux-ci cessent le travail sans préavis, mettent en place l'"interdit de boutique", parfois même l'interdit de ville si les maîtres tentent de faire jouer leur solidarité. Le rapport que fera Le Chapelier devant l'Assemblée Constituante le 14 juin 1791 donne assez bien la mesure de l'impuissance patronniale face à de telles pratiques:

"le but de ces assemblées qui se propagent dans tout le royaume et qui ont déjà établi entre elles des correspondances, est de forcer les entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres, à augmenter le prix de la journée de travail, d'empêcher les ouvriers et les particuliers qui les occupent dans leur atelier de faire entre eux des conventions à l'amiable, de leur faire signer sur des registres l'obligation de se soumettre à la journée de travail fixée par ces assemblées et autres règlements qu'elles se permettent de faire. On emploie même la violence pour faire exécuter les règlements".

Tous ceux qui ont entrepris de retrouver à travers l'ensemble des conflits sociaux dont est tissée l'histoire de France avant le XIX.ème siècle l'existence d'un syndicalisme avant la lettre n'ont pas manqué déjà de souligner la parenté qu'il y a entre le combat compagnonnal et ce que sera plus tard le combat syndical; mais à trop insister sur ce point on court le risque de masquer le véritable

sens de l'action compagnonnaie. Môme nombreux, les heurts avec un patron ne sont chez les compagnons qu'un accident, non une nécessité imposée par un antagonisme de classe; les travailleurs se regroupent ou s'opposent non par la place qu'ils occupent dans le système de production, mais par les activités professionnelles auxquelles ils se rattachent: à l'intérieur d'un même métier, travail et capital sont complémentaires. C'est là une idée qu'on retrouvera au XIX.ème siècle chez les catholiques sociaux, notamment Albert de Mun, ou au XX.ème siècle chez un Gustave Thibon et surtout chez Simone Weil. Aussi bien le remplacement progressif du compagnonnage par le syndicalisme n'est-il qu'apparent: l'effacement progressif des compagnons au cours du XIX.ème siècle s'explique moins par l'apparition dans le monde ouvrier d'un autre modèle d'organisation mieux adapté aux nouvelles conditions du travail industriel que par des difficultés d'ordre interne qui ont conduit le compagnonnage aux limites de l'asphyxie.

2 — *La tentation suicidaire*

Parmi ces difficultés internes que nous venons d'évoquer, la tradition a surtout retenu les luttes intestines qui déchirèrent les sociétés compagnonnales dans la première moitié du XIX.ème siècle et dans lesquelles on a parfois voulu voir la seule raison de leur effondrement à la fin du siècle dernier, comme si l'origine d'une maladie pouvait se confondre avec ses symptômes. Il n'est pas de notre ressort d'entrer dans le détail de querelles longuement étudiées par ceux qui ont entrepris une histoire du compagnonnage, mais on ne saurait taire certains événements dont le souvenir aujourd'hui encore conditionne les rapports entre les associations de compagnons.

Le mythe des origines sanctionne chez les compagnons l'existence de trois rites: celui de Salomon, celui de Maître Jacques, celui du Père Soubise, auxquels se rattachent différents corps de métier. Apparemment claire, puisque commune à tous les compagnons quelle que soit leur activité professionnelle, la différence rituelle n'a en fait jamais pu ordonner parfaitement les rapports entre les métiers: sur elle, ou plutôt à côté d'elle dans la mesure où elles ne la recourent pas parfaitement, des divisions liées à des faits historiques et sociaux ont entraîné un incessant mouvement de corps d'état entre les deux grandes associations traditionnelles, celle des "Dévorants" — par altération de "Devoirants", gens du Devoir — et celle des "Gavots" ou "Gaveaux". Consacrée plus sûrement pendant les guerres de religion (les premiers "gavots" étaient des menuisiers de

religion réformée) que par la construction de la cathédrale d'Orléans — comme le veut pourtant la légende —, la séparation avait très vite abouti à l'existence de deux Tours de France, avec chacun ses villes, ses passages, ses relais. Déjà trouble en ce qui concerne ses origines, l'opposition des Dévorants et des Gaveaux se compliqua au fil des siècles d'autres scissions telle celle de 1804, qui engendra le "Devoir de Liberté", regroupant des Charpentiers du Devoir, les "Gavots" et les "Etrangers" (compagnons tailleurs de pierre de religion réformée, qui avaient quitté la France au moment de la révocation de l'Edit de Nantes).

Sans doute l'extrême mouvance des compagnons quels que soient le rite et la société auxquels ils appartiennent explique-t-elle autant que les ancestrales disputes entre dévorants et gavots la difficulté pour tous les observateurs extérieurs à tracer les limites exactes de chaque association. Même le partage géographique du "tour de France" ne permet pas toujours de s'y retrouver: chaque société a bien ses villes dites "de Devoir" ou "majeures" ou encore "de boîte", dans lesquelles sont déposés ses codes et où l'on peut procéder à des réceptions en règles, et ses villes "bâtardes" où une affiliation ne peut se faire sans l'autorisation des précédentes; mais la répartition a subi tant de variations même à l'intérieur d'un rite qu'on serait bien en peine d'en dresser un tableau précis. A vrai dire les fluctuations des corps de métiers entre les diverses associations vont de pair avec l'absence de toute véritable organisation institutionnelle avant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle: il faudra attendre en effet la longue crise qui secoue le compagnonnage après 1830 et qui l'amène au bord du gouffre pour que les sociétés se dotent d'organes centralisateurs. Jusqu'alors, un idéal commun, un même fonds mythologique et surtout la pratique du "Tour de France" suffisent à assurer la cohésion des groupes de métiers à l'intérieur d'un rite. Chaque métier est en effet relativement autonome, relié aux autres par des liens presque exclusivement moraux, et tend de ce fait à secréter ses propres règles de vie communautaire. Une telle souplesse d'organisation se comprend en référence à la semi-clandestinité à laquelle sont condamnés les compagnons: pour faire face aux nombreuses mesures par lesquelles (de la trasserie administrative à l'interdiction formelle) les pouvoirs publics tentent de les museler, les compagnons n'ont guère d'autre ressource que de se fondre pour ainsi dire dans le paysage et d'éviter tout appareil institutionnel dont le poids pourrait entraver leur liberté de manoeuvre.

Faisant leur force tant qu'ils se limitent à quelques métiers bien précis, la souplesse institutionnelle des groupes compagnonniques va faire leur faiblesse dès que leur prestige croissant dans la classe ouvrière les conduit à s'ouvrir à de nouveaux corps d'état. Tout au

long du XVIII^{ème} siècle, à mesure qu'aux relations de personne à personne qui commandent les rapports professionnels dans l'atelier se substitue la hiérarchie impersonnelle des fabriques, le compagnonnage paraît la seule organisation capable de garantir les droits au travail et à la dignité de l'ouvrier. La loi Le Chapelier qui le contraint à la clandestinité accroît encore en fait son pouvoir et lui amène tant de nouveaux adhérents qu'Agricol Perdiguier pourra faire état de 200 000 compagnons par an (5). Affiliant de nouveaux métiers, les sociétés compagnonniques sentent bien la nécessité de se doter d'appareil et de règlements plus rigides mais les statuts restent à l'état d'ébauche. En fait, tout se passe comme si les compagnons n'avaient pas vraiment cru à leur développement hors du cadre traditionnel de l'atelier et moins encore aux profondes mutations qui menacent le mode de production pré-industriel. Amené sans qu'il y ait été vraiment préparé à choisir entre la continuation d'une action efficace mais volontairement marginale et le passage à une véritable action de masse le compagnonnage semble avoir inconsciemment refusé les termes de l'alternative: plutôt que de répondre à des attentes qui sourdent des nouveaux lieux de travail, il préfère s'enfermer dans des luttes intestines qui l'affaiblissent singulièrement. Il y a là une sorte de suicide collectif auquel on a du mal aujourd'hui encore à trouver une explication parfaitement satisfaisante.

Tandis en effet que le mouvement ouvrier cherche sa voie à travers des conflits sociaux de plus en plus rapprochés, les groupes compagnonniques s'affrontent avec violence sur la route du Tour de France et la transforment pour quelques années en un "champ de carnage" comme le dira Perdiguier. S'il advient qu'un compagnon d'une société rencontre un compagnon de rite adverse, c'est à coup sûr sur des luttes sanglantes pour lesquelles les outils se transforment facilement en arme meurtrière. Les affrontements souvent se déploient à l'entrée d'une ville qu'il s'agit de "gagner" tout entière à l'un des rites; ils sont alors si violents que l'armée doit intervenir pour disperser les combattants: ce fut entre autres exemples le cas pour la bataille des tailleurs-de-pierre de Tournus, engagée en 1825 à cause de l'habitude qu'avait prise la corporation des enfants de Salomon "d'exploiter exclusivement tous les ateliers de cette ville, d'en expulser les ouvriers d'un autre Devoir, et de fixer irrévocablement le prix du travail suivant le caprice et les intérêts de cette association et le besoin des circonstances". Sans doute la rivalité entre Dévorants et Gavots a-t-elle pris parfois au XVIII^{ème} siècle déjà des formes guerrières: si l'on peut en croire le récit

(5) Agricol Perdiguier, *Mémoires d'un compagnon*. Club du Livre et Librairie du Compagnonnage. Paris, 1966.

qu'en fera Mistral un siècle plus tard, la plaine de la Crau fut en 1730 le théâtre de luttes acharnées:

"les deux bandes s'éventraient — la frénésie les brule —
les aveugle: acharnés ils se lardent de compas — et
meurent la lèvre écumante".

Mais ce qui n'est encore qu'un accident devient au XIX.ème siècle la loi de toutes les rencontres entre compagnons des deux rites: réunis sur un même chantier — comme pour la construction du chemin de fer Paris-Rouen en 1842 — ils ne savent éviter les rixes. Le veulent — ils même? Chaque société en fait encouragement et exhalte par des hymnes l'humeur belliqueuse de ses membres et traite en héros celui qui triomphe d'un compagnon "ennemi".

À ces déchirements qui desservent la cause compagnonnaie aux yeux de la classe ouvrière et ôtent aux compagnons tout espoir d'incarner seuls toutes les formes du combat ouvrier il faut encore ajouter des conflits à l'intérieur d'un même rite: des séries d'oppositions de métier à métier, de compagnons "finis" à compagnons "itinérants", d'aspirants à compagnons "reçus" mettent en péril la cohésion d'un groupe antérieurement défini par un idéal communautaire. On ne saurait non plus oublier que dès la fin du XVIII.ème siècle, les sociétés compagnonnales laissent les maîtres prendre en leur sein une influence croissante; comme si elles étaient vouées à répéter l'histoire des anciennes corporations de métier dont elles s'étaient détachées, elles connaissent à leur tout la désunion des employeurs et des employés: l'appartenance au même groupe ne suffit plus à masquer des tensions qui traversent l'atelier comme l'usine.

Devant une telle situation les appels à la solidarité se multiplient au sein des différents métiers. Mais chaque tentative pour ressouder les groupes antagonistes devient paradoxalement le prétexte à de nouveaux désaccords. Ainsi les aspirants serruriers de Toulon, las des brimades auxquels les soumettent les compagnons reçus, entreprennent de fonder une "société de l'union des travailleurs du Tour de France": ils rêvent d'un compagnonnage sans rite et sans secret, qui regrouperait dans la même fraternité des professions différentes. Le développement de l'Union après 1830 provoque en fait des discussions qui cristallisent les oppositions anciennes plutôt qu'elles ne les suppriment; et les compagnons les plus soucieux de refaire d'unité du mouvement n'échappent pas toujours à la division: tandis qu'Agricol Perdiguier se fait le porte parole des tenants de la tradition, les "réformateurs" accusent la même tradition d'être la vraie cause des affrontements et imaginent avec un serrurier d'Auxerre, Pierre Moreau, une organisation

“qui n'exclue personne, où il n'y a pas de privilège et qui veut dire: Société de frères, d'amis pour s'instruire et se soutenir mutuellement, partager les peines et les jouissances”.

Mais on est très loin déjà de la violence physique par laquelle s'exprimaient les divergences au début du siècle. S'il y a encore des adversaires, les combattants désertent vite les routes ou les chantiers pour le terrain moins meurtrier de l'édition. Les publications d'“Avignonnais la Vertu” (6) ou de Pierre Moreau valent au compagnonnage une audience élargie: faisant irruption sur la scène littéraire à l'heure où les intellectuels découvrent dans le peuple un agent historique, les compagnons — écrivains retiennent l'attention, souvent aussi la sympathie, des romanciers et des penseurs sociaux. Curieusement, deux femmes surtout vont contribuer à la notoriété d'une société traditionnellement réservée à des hommes: Flora Tristan et George Sand. Unies par le même souci de faire connaître le compagnonnage, elles se séparent pourtant par la manière d'en parler: tandis que la seconde en donne un tableau exclusivement descriptif et poétique, la première s'efforce d'en tirer des modèles pour tout le mouvement ouvrier:

“c'est en lisant le Livre du compagnonnage de M. Agricola Perdiguier (ouvrier menuisier), la petite brochure de M. Pierre Moreau, ouvrier serrurier, le Projet de régénération du compagnonnage par M. Gosset, père des forgerons, que mon esprit fut frappé, illuminé par cette grande idée de l'union universelle des ouvriers et des ouvrières”.

Comme le chant du cygne, cependant, celui des compagnons et leur consécration dans le monde intellectuel annoncent leur déclin. Les appels à l'union ou les nombreuses tentatives pour mettre de nouveau en oeuvre la solidarité ne permettent pas au compagnonnage de prendre la tête du mouvement ouvrier, comme ses traditions d'organisation et de combats pouvaient l'y autoriser. Il y a bien des compagnons dans les cadres du syndicalisme balbutiant, il en a bien sur les barricades de 1848, il y en aura encore sur celles de la Commune, mais ils ne sont plus que les symboles d'un idéal nostalgiquement tourné sur le passé et profondément minorisé. Quand, le temps des querelles oublié, les compagnons se décident à regarder hors d'eux mêmes et de leurs ateliers, le monde a basculé et les travailleurs se

(6) Surnom compagnonnage d'Agricola Perdiguier.

rait en aucun cas déboucher sur un conflit de classe. Comment, dans de telles conditions, le compagnon saurait-il se sentir solidaire du monde des fabriques? Même le sentiment d'une menace sur son propre mode de travail l'atteint difficilement: encore au milieu du XIX.ème siècle, les entreprises artisanales occuperont près des deux tiers des ouvriers français. En 1851, 124 133 "patrons" emploient 1 306 000 ouvriers et ouvrières, 1 548 334 maîtres en emploient 3 164 692: c'est assez dire qu'amorcée au XVIII.ème siècle, la révolution industrielle affecte le monde du travail plus lentement en France qu'en Angleterre. De surcroît, le compagnon redoute d'autant moins le changement que sa société lui a plusieurs fois déjà fourni la preuve de son aptitude à le protéger: il lui faudra sentir les effets du bouleversement sur son propre univers pour comprendre enfin des aspirations dont il méconnaissait jusqu'alors la nature et la force.

3 — *La peur de la décadence*

Avec 1848 est venu le temps de la désillusion. L'élection d'Agri-col Perdiguier à la députation semblait pourtant présager une nouvelle ère de triomphe et avait même fourni l'occasion d'une réconciliation générale. Mais l'entente ne saura pas survivre à la révolution. Désarçonné par l'irruption d'une modernité sur laquelle il ne sent pas de prise, le compagnonnage a d'abord l'espoir de remédier à sa faiblesse par le nombre et l'organisation. Il essaie de rassembler des forces dispersées par les scissions, de se doter de statuts, de se souder en un mouvement fédératif. Mais comme d'autres tentatives qui l'ont précédée, l'*Union compagnonnique des devoirs unis*, fondée en 1889 après la mort de Perdiguier, n'arrive pas malgré son nom à fondre Dévorants et Gavots dans une même communauté. Bien plutôt, elle engendre un nouveau compagnonnage, fortement imprégné de l'idéologie maçonnique, et ouvert à des ouvriers déjà consacrés par de longues années de travail artisanal — de ce fait sensiblement plus âgés que les "itinérants" du compagnonnage traditionnel. A vrai dire, le vieillissement des compagnons va s'imposer malgré elles à toutes les sociétés surtout après la guerre de 1914: faute de pouvoir recruter des jeunes gens plus facilement attirés par la ville et l'usine que par un artisanat apparemment condamné à brève échéance, le compagnonnage n'évite la décadence complète que dans quelques métiers — ceux du bâtiment surtout — et survit tant bien que mal grâce aux "Anciens". Jusqu'à la seconde guerre mondiale l'affaiblissement numérique va s'accroissant, contraignant les survivants à cultiver des souvenirs et à

répéter des formes vides parce qu'elles ne se transmettent plus à de nouveaux venus. Un roman d'Emile Bachelet, *Trimard* (7) donne assez bien la mesure d'une période où les compagnons, incapables encore de se penser autrement que par rapport à des modèles depuis longtemps figés, répètent leurs griefs contre un monde mécanisé dans lequel ils se sentent comme réduits en esclavage et qui leur ôte jusqu'au temps de vivre; incapable de se soumettre à la discipline du travail en usine, le héros porte indéfiniment la nostalgie de son Tour de France:

“on chantait en travaillant; dans ce temps là, pensait-il, on pouvait aller prendre un verre puisque c'était le travail bien plus que la pendule qui nous indiquait le moment de l'interrompre ou de le reprendre”. (8)

Or, après un siècle d'un si profond sommeil qu'on l'a cru mort, le compagnonnage fait de nouveau parler de lui, et les ouvrages historiques les plus récents qui lui sont consacrés hésitent — contrairement à ceux du début du siècle — à en traiter en termes exclusifs de survivance. A l'heure où dépérit l'idéologie du machinisme triomphant, la presse écrite, la radio, la télévision ont même découvert en lui un nouveau sujet, à la fois suffisamment folklorique pour retenir l'attention de journalistes à l'affût de “pittoresque” et suffisamment ancré dans la société moderne pour qu'on en parle au présent. Cela suffit-il à justifier qu'on affirme son “réveil”? Sur le plan numérique, il n'y a certes aucune commune mesure entre les quelque vingt mille membres qu'avouent les sociétés actuelles et les centaines de milliers d'itinérants qu'évoquait Avignonnais la Vertu (Agricol Perdiguier) même si, comparés à ceux de 1945, les chiffres les plus récents témoignent d'une remontée sensible des effectifs. Mais bien plus que dans des données quantitatives — toujours suspectes surtout dans la mesure où aucune société n'arrive parfaitement à contrôler le nombre de ses adhérents — les traces du renouveau compagnonnal se trouvent d'abord dans des changements profonds qui affectent la nature du recrutement: resserré pendant plus d'un siècle sur une poignée de familles où l'on était compagnon de père en fils ou d'oncle en neveu, le compagnonnage s'ouvre de nouveau à des jeunes gens qui l'ont découvert dans un cadre extra-familial. Elles se trouvent aussi dans des

(7) Cité par E. Dolléans: *Histoire du mouvement ouvrier* — Tome III. Armand Colin, Paris, 1967.

(8) *cf.* Dolléans, *op. cit.*

bouleversements d'ordre institutionnel: rompant avec l'enferme-
ment qui caractérisait son histoire, le compagnonnage contempo-
rain s'est doté de statuts par lesquels il officialise son rôle dans la
formation professionnelle des travailleurs manuels.

Les compagnons proclament aujourd'hui leur certitude de se
rattacher à la longue tradition de leurs anciens. On ne peut pour-
tant ignorer des changements au moins morphologiques qui symbo-
lisent leur entrée dans une ère nouvelle: des musées, des exposi-
tions organisées par eux, des journaux composés dans leur imprime-
rie, des salles de restaurant ouvertes dans leurs maisons mêmes
au monde profane témoignent entre autres exemples de l'irruption
des sociétés compagnonnales dans le paysage social contemporain.
Curieusement, le passage à l'ère de la reconnaissance officielle
s'accompagne de l'acceptation au moins verbale d'une position mi-
noritaire:

"peut-être qu'on n'est pas assez nombreux... mais à
partir du moment où ça serait trop répandu, le compa-
gnonnage deviendrait une grosse société et alors ça se-
rait comme ailleurs".

compagnon charpentier

A vrai dire, à aucun moment de son histoire le compagnonnage ne
s'est vraiment conçu comme un mouvement de masse. Même s'il
a parfois rêvé d'imprimer sa marque sur la classe ouvrière tout
entière, c'était avec le souci de s'appuyer sur l'exemple d'une "éli-
te" et non pas en enfermant tous les travailleurs dans une même
organisation. Ce qui a changé, aujourd'hui, c'est que les espoirs
d'une régénérescence sociale qui animalent ses porte-parole au
XIX.ème siècle n'affleurent plus au niveau des discours officiels.
L'idéal élitaire est maintenu, renforcé même malgré le souci con-
stant de ne pas affirmer la supériorité des compagnons sur d'autres
travailleurs, mais les compagnons cherchent davantage à conser-
ver vivantes des croyances, des valeurs, des comportements propres
au monde de l'ouvrier manuel que d'en propager le modèle dans
la société globale. Pourtant ce n'est pas seulement le souci de con-
servation qui transparait dans le système institutionnel dont se
sont dotées les trois sociétés existantes. Le processus de moderni-
sation à l'oeuvre dans le compagnonnage contemporain passe par la
mise en place de structures qui visent à renforcer la cohésion du
groupe en même temps qu'à favoriser son intervention dans un
monde où il se veut *vivant*.

Le compagnonnage est entré dans une nouvelle phase de son histoire sous l'Occupation. De cette période qui se prête encore si mal à une analyse non partisane, les compagnons n'aiment guère parler, peut-être parce qu'ils n'ont pas trouvé encore pour l'évoquer un langage dépouillé de tout jugement de valeur. Les plus loquaces sont, paradoxalement, les membres de l'*Association ouvrière des compagnons du Devoir du Tour de France*, créée en 1941 et dotée d'une "charte" sous le gouvernement de Vichy: accusés par la Fédération des métiers du bâtiment et l'Union compagnonnique d'avoir trahi le principe de neutralité compagnonnale en acceptant officiellement l'aide d'un gouvernement (celui de Vichy) ils trouvent dans leur action et leur développement présents la justification de leurs attitudes pendant la guerre. Avant de chercher à les analyser hors de tout parti-pris, rappelons brièvement les faits.

Comme toutes les sociétés secrètes, les groupes compagnonniques sont tombés sous le coup de la loi du 13 août 1940: interdits, ils n'ont d'autre ressource que la clandestinité. Un compagnon tailleur de pierre, Jean Bernard, (qui avait entrepris dès avant la guerre de relancer le mouvement compagnonnique) obtient d'être reçu par le maréchal Pétain au début du mois d'Octobre; le jour même de l'entrevue, le maréchal signe une lettre qui demande l'arrêt des poursuites contre les compagnons. Le 18 octobre, des délégués des trois sociétés (Devoir, Devoir de Liberté, Union) se réunissent à Lyon. Une pétition circule en zone libre pour demander la liberté du compagnonnage et la reconnaissance de ses droits à assurer un enseignement professionnel. La commission instituée pour établir un projet de statut ne comprend aucun délégué de zone occupée. Le premier Mai 1941, est accordée, sans avoir été promulguée, une "charte" consacrant l'existence d'un groupement fédératif: l'Association ouvrière des compagnons du Devoir du Tour de France. Des compagnons des trois sociétés restés en zone occupée refusent de se reconnaître dans le nouveau mouvement. Murie pendant la guerre, leur opposition à l'Association éclatera à la Libération lors du congrès chargé d'officialiser à l'intérieur du compagnonnage la nouvelle fédération (Novembre 1945). De ces événements aujourd'hui encore cause de vives dissensions entre compagnons, il ressort une certitude: l'Association ouvrière ne s'est jamais engagée formellement au service du gouvernement de Vichy mais, tenant de lui sa reconnaissance officielle, elle a inauguré un nouveau type de rapports entre le compagnonnage et l'État. Cela ne l'a pas empêchée de compter dans ses rangs des résistants ni d'envoyer au maquis des jeunes gens réfractaires au STO. Certains de ses membres ont-ils eu dès 1940 le "cynisme" qui caractérisera plus tard d'autres groupes où se pratiquera le double jeu? Une telle attitude implique un sens politique dont les compagnons, très fortement im-

prégnés d'une idéologie strictement "morale", n'ont jamais fait la preuve dans toute leur histoire. Quelles que soient les explications qu'ils ont ultérieurement données de leur comportement, il est plus probable qu'ils se sont comme tant d'autres au moins momentanément reconnus dans une idéologie dont les thèmes dominants rappelaient certaines de leurs aspirations. Amoindri, vieilli, conscient de son déclin, de moins en moins capable de répondre à la mission dont il se voulait investi dans la classe ouvrière, le compagnonnage à l'aube de l'Occupation était tout prêt à accuser la société tout entière de sa propre décadence et à faire sien le projet vichyste de la restauration d'une civilisation en décrépitude. Le gouvernement de Vichy prône la solidarité familiale et les vertus du travail, glorifie la mère au foyer, rêve du corporatisme comme d'une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme, accuse la ville et la division du travail d'avoir corrompu le sens moral des travailleurs: autant d'échos aux plaintes nostalgiques que les compagnons font entendre dès le début du XX^{ème} siècle. "Dernier refuge de ceux qui croient qu'un pays peut jouer un rôle dans le monde sans s'industrialiser" (9), Vichy ne peut qu'avoir attiré les compagnons comme il avait attiré des intellectuels par le mirage d'une nouvelle société. En fait, la rencontre entre Vichy et une fraction importante du compagnonnage à l'heure de sa dissolution était aussi prévisible que celle, à l'heure de son triomphe, entre les compagnons et les "quarante-huitars" (10): cela peut expliquer qu'autour de Jean Bernard, fondateur de l'Association ouvrière, se soient initialement regroupés des membres de toutes les sociétés compagnonniques.

Le regroupement il est vrai fut de courte durée: l'union compagnonnique et les charpentiers du Devoir de Liberté se retirèrent à la libération de l'Association ouvrière. Des charpentiers des deux rites tentèrent alors de se fondre dans une nouvelle société dite *des devoirs* (1947) mais une fois encore le projet de réconciliation échoua: une partie des charpentiers de l'ancien Devoir regagna l'Association tandis que les restants créaient l'actuelle "fédération compagnonnique des métiers du bâtiment".

Comme si l'histoire de leurs divisions était vouée à la répétition, les compagnons sont donc aujourd'hui encore répartis en trois groupes sinon antagonistes au moins nettement différenciés. On est loin bien sûr des querelles passées, même de celles de 1947-48 et les jeunes adhérents choisissent un compagnonnage en fonction de leur métier ou des hasards d'une rencontre plutôt que sur des critères institutionnels. Mais l'unité paraît si peu pouvoir entrer dans

(9) Cf. Paxton: *La France de Vichy* — Points, Paris, 1974.

(10) *Révolutionnaires de 1848*.

les moeurs compagnonales qu'elle finit par sembler utopique à bien des compagnons pourtant soucieux de la réaliser. En fait on assiste actuellement — non sans qu'il y ait encore quelques heurts au moins verbaux — à une sorte de reconnaissance réciproque, à l'intérieur même du compagnonnage, d'un "droit de tendance": chaque société fait l'apprentissage d'échanges avec les deux autres tout en s'efforçant de mieux définir les conditions de son autonomie et de son originalité. De tous les changements qui affectent le compagnonnage contemporain, ce n'est pas forcément le plus spectaculaire: mais c'est incontestablement l'un des moins prévisibles encore à la fin de la deuxième guerre mondiale.

4 — De l'histoire à l'actualité

De la période de l'Occupation, le souvenir est en apparence occulté dans la mémoire compagnonnale comme dans celle de notre société tout entière. Quiconque tente de faire revivre cette époque court encore le risque de réveiller d'anciennes querelles, d'anciennes peurs, d'anciennes haines. Les divisions de la Libération, on vient de le voir, ne sont peut-être pas tout à fait oubliées des anciens mais la crainte de voir resurgir à la seule évocation du passé des affrontements stériles suffit à unir les trois sociétés actuelles dans le même silence. Comme pour bien d'autres mouvements qui traversèrent le régime vichyste sans dommage (11), quatre années sont aujourd'hui rayées de l'histoire compagnonnale. Entre l'avant et l'après guerre, il y a pourtant un véritable seuil de mutation, par lequel le compagnonnage est entré dans une nouvelle phase de son histoire: rompant les premiers avec la longue tradition de l'indépendance compagnonnale à l'égard des pouvoirs publics, les membres de l'Association ouvrière ont inauguré une ère de liaison avec l'État et peu à peu entraîné dans leur sillage — non sans quelques querelles épisodiques — les deux autres sociétés.

A une histoire marquée par le constant souci de "vivre en marge" semble en effet s'opposer une actualité placée sous le signe de la reconnaissance officielle. Les statuts des compagnons sont légalement déposés et leurs sociétés reconnues d'utilité publique. Relevant jusqu'alors d'un système d'entraide obligatoire, entre Anciens et futurs compagnons, les cours professionnels sont désormais allimentés par des subventions du Ministère du Travail et s'ouvrent même à des non-compagnons. Plus profondément engagée que la

(11) Un élément parmi d'autres est souvent cité par des membres de l'AO comme preuve de son a-politisme sous Vichy: la parution du journal *Compagnonnage* n'a pas été interrompue à la Libération.

Fédération et l'Union sur la voie de la collaboration avec l'État, l'Association ouvrière bénéficie même d'une convention avec le Ministère du Travail, ce qui lui permet d'assurer en quinze mois le "pré-apprentissage" de jeunes sortis de l'appareil scolaire (12). Si l'on a gardé en mémoire la condition volontairement marginale du compagnonnage jusqu'à la deuxième guerre mondiale, on imagine sans peine l'importance de tels changements et les problèmes institutionnels qui se posent aux sociétés compagnonniques désormais investies d'un rôle officiel sur le plan de la formation professionnelle des travailleurs manuels.

L'abandon de certaines habitudes ancestrales, le renoncement à l'enfermement — il est vrai rendu possible par la liberté d'association — et l'apparente transformation du compagnonnage en "école" ne se font pas sans heurts tantôt à l'intérieur d'une même société, tantôt d'une société à l'autre. L'entrée du compagnonnage dans la modernité contraint ses membres à s'inventer de nouveaux rôles et les convulsions qui marquent le changement de statut d'un groupe jusqu'alors défini par la répétition prennent parfois l'allure d'une querelle entre anciens et modernes. Sans doute, malgré l'image stable qu'il cherche encore à donner de lui-même et de son passé, le compagnonnage a-t-il été, parce qu'engagé dans un mouvement historique, sujet à des transformations de lui-même, de ses adeptes, de son milieu. Mais à une évolution longtemps lente, imperceptible, mal acceptée du groupe qu'elle affectait, s'oppose aujourd'hui un mouvement plus brusque, reconnu, parfois même provoqué par les compagnons:

"on est dans une société qui change; les techniques évoluent, les métiers évoluent, donc on évolue aussi. Et comme on est dans une nouvelle phase du compagnonnage il faut bien qu'on repense la façon de s'organiser".

compagnon serrurier

L'innovation pourtant ne saurait franchir certaines limites sans mettre en péril l'édifice tout entier. Comme le mouvement ouvrier dans son ensemble, le compagnonnage demeure profondément atta-

(12) Dit de "première formation" cet enseignement n'engage pas nécessairement celui qui en bénéficie à devenir compagnon; il se propose seulement de donner aux jeunes travailleurs manuels une qualification. Une sélection sévère trie les candidats. En règle générale, l'A.O. recrute les élèves sortis 1er ou 2ème de leur formation CET. Il arrive toutefois que de "mauvais élèves" soient acceptés dans la mesure où c'est l'école (et non l'individu scolarisé) qui est jugé par les compagnons responsable de l'échec. L'expérience est trop récente pour qu'on en tire déjà des enseignements, mais ce système d'éducation parallèle nécessitera bientôt d'être observé dans le détail.

ché à ses traditions; il s'y réfère constamment même pour organiser en son sein le changement, peut-être parce que la conservation de modèles anciens semble pouvoir rendre plus aisée l'acceptation de transformations structurelles présentes et à venir. La permanence la plus visible — la plus revendiquée surtout par les compagnons — est, on s'en doute, d'ordre idéologique: la "révolution culturelle" peut ébranler la liturgie, non le dogme. Ceuvrant tantôt dans la restauration des vieux centres urbains, tantôt dans la fabrication de carosseries pour prototypes automobiles, les compagnons gardent intact le souci de défendre un travail créateur, source de leur fierté, et incarnent une forme de conscience ouvrière dont on a pris l'habitude de parler au passé, comme si elle était morte sous les coups de la révolution industrielle. "Un certain rapport de l'ouvrier à son travail et une certaine idée qu'il s'en faisait étaient autrefois des facteurs décisifs dans la conscience et le comportement de l'élite ouvrière militante. Des ouvriers hautement qualifiés étaient fiers d'une part de leur savoir-faire, de leur qualification. Ils vantaient la "beauté des vertus professionnelles" et exigeaient du militant le "souci des choses de son métier". Ils entendaient que l'ouvrier se sente engagé par son travail et fasse preuve par rapport à lui du sens de la responsabilité. Ils étaient fiers d'autre part de leur "puissance de producteurs" qu'ils considéraient comme le propre de tous les ouvriers, qualifiés ou non" (13). Il suffirait de mettre ce texte au présent pour y trouver l'exacte description d'attitudes encore vivantes chez les compagnons (14).

(13) Andrieux et Lignon: *L'ouvrier d'aujourd'hui* — Outhier, 1968.

(14) Alain Touraine retrouve ces mêmes valeurs chez certaines catégories d'ouvriers (notamment notamment) où le compagnonnage recrute l'essentiel de ses membres.